

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 631 / Septembre 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2020

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

L'activité économique montre des signes de ralentissement en raison de la crise sanitaire

Les répercussions de la crise sanitaire se font ressentir au 2^e trimestre 2020 : l'investissement des entreprises est incertain et les indicateurs sectoriels sont en berne (avec un effondrement de l'activité touristique) ; cependant la consommation des ménages rebondit. Les prix à la consommation poursuivent leur hausse. Le marché du travail reste bien orienté malgré un léger fléchissement. Les nombreux recours au chômage partiel montrent une baisse de l'activité économique au cours du trimestre, et plus particulièrement au mois d'avril.

La consommation des ménages retrouve de la vigueur après un trimestre de fléchissement. Les importations de biens alimentaires et non alimentaires sont en hausse alors que les importations de biens durables sont en baisse. L'encours des crédits à la consommation se redresse.

L'investissement des entreprises est incertain. Les importations de biens d'investissement sont en baisse ainsi que les ventes de véhicules utilitaires. Cependant, la croissance de l'encours des crédits d'investissement accélère nettement.

Le déficit commercial de l'archipel continue de s'améliorer grâce à un rebond des exportations.

Les prix à la consommation continuent de croître

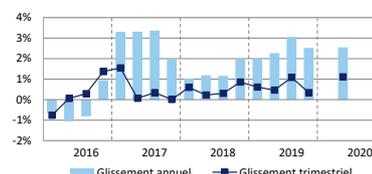
Les données de l'IPC au 31 mars 2020 étant indisponibles, en raison du confinement mis en place le 17 mars 2020 sur l'archipel, l'analyse au 30 juin 2020 se fait en glissement sur 6 mois (de décembre 2019 à juin 2020).

L'indice des prix à la consommation continue d'augmenter au 2^e trimestre 2020 (+1,1 % entre décembre 2019 et juin 2020 après +1,4 % entre juin et décembre 2019).

Cette hausse est attribuable à l'augmentation de l'entretien et réparation du logement (+2,9 % après -0,3 % entre juin et décembre 2019), de la viande (+5,1 % après -0,2 % entre juin et décembre 2019), des légumes (+4,3 % après +7,2 % entre juin et décembre 2019) et des sucres, confitures, miel, chocolats et confiseries (+4,6 % après +3,4 % entre juin et décembre 2019). À l'inverse, les prix diminuent pour les assurances (-2,8 % après -0,7 % entre juin et décembre 2019) et les services de transports (-0,9 % après +2,1 % entre juin et décembre 2019).

Sur 12 mois, la croissance des prix à la consommation est stable (+2,5 % après +2,5 % au 4^e trimestre 2019). Cette augmentation est portée par la croissance des prix de l'électricité, gaz et autres combustibles (+5,2 %) dont le fioul de chauffage (+6,6 %), des légumes (+11,8 %), des articles d'habillement et articles chaussants (+4,1 %) et de l'entretien et réparation du logement (+2,5 %). À l'opposé, les prix diminuent pour les assurances (-3,5 %) et les carburants et lubrifiants pour véhicules personnels (-0,7 %).

Indice des prix à la consommation



Les données du 1^{er} trimestre 2020 sont indisponibles. La donnée de la courbe "glissement trimestriel" au 2^e trimestre 2020 est en glissement sur 6 mois.
Source : Préfecture

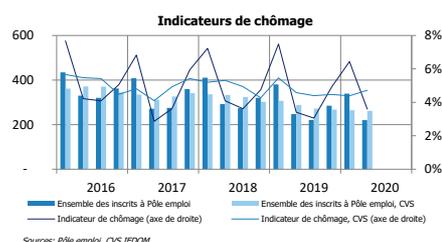
Le marché du travail demeure bien orienté malgré la crise sanitaire

Le marché du travail fléchit légèrement mais reste bien orienté au 2^e trimestre 2020 malgré la crise sanitaire. La mise en place du chômage partiel a permis de maintenir les emplois.

Fin juin 2020, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 114 personnes, en hausse sur un an (+5,6 %). Le nombre de DEFM toutes catégories s'inscrit en baisse (-10,9 %) à 220 personnes, le nombre le plus bas pour un deuxième trimestre depuis 2015¹. Corrigée des variations saisonnières, la même tendance se confirme : le nombre de DEFM de catégorie A est en hausse sur trois mois (+7,6 %, CVS) et le nombre de DEFM toutes catégories est en baisse (-1,0 %, CVS).

Le taux de chômage des DEFM de catégorie A est en légère hausse au 2^e trimestre (+0,2 point sur 1 an) et s'établit à 3,6 %. Corrigé des variations saisonnières, l'indicateur de chômage augmente légèrement sur trois mois à 4,7 %.

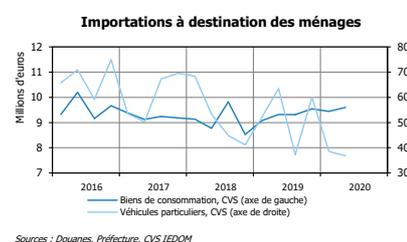
Au 2^e trimestre 2020, 55 entreprises en moyenne ont eu recours au chômage partiel pour 186 salariés en moyenne sur les trois mois. À la fin du trimestre, le nombre d'entreprises ayant recours au chômage partiel a fortement diminué, passant de 114 en avril à 13 en juin (-88,6 %) pour 364 salariés en avril contre 58 en juin (-84,1 %).



Rebond de la consommation des ménages

Après quelques signes de fléchissement au 1^{er} trimestre, la consommation des ménages retrouve de la vigueur.

Au 2^e trimestre 2020, les importations à destination des ménages² augmentent (+1,7 %, CVS sur trois mois après -1,1 %, CVS au trimestre précédent). Cette hausse est attribuable aux importations de biens alimentaires (+5,5 %, CVS après +5,2 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020) et aux importations de biens non alimentaires (+5,8 %, CVS après -7,2 %, CVS au trimestre précédent). Enfin, les importations de biens durables diminuent plus fortement (-18,8 %, CVS après -1,1 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020).



Au 2^e trimestre 2020, les ventes de véhicules³ de tourisme continuent de diminuer plus légèrement sur trois mois (-4,7 %, CVS après -31,6 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020). La baisse se confirme en glissement annuel où les ventes de véhicules de tourisme se contractent fortement (-42,1 %, CVS après -25,0 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020).

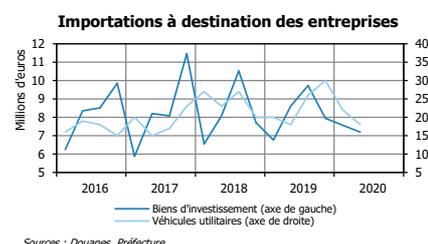
Après une nette baisse au 1^{er} trimestre, l'encours des crédits à la consommation se redresse au 2^e trimestre 2020 (+3,2 % sur trois mois contre -9,5 % au trimestre précédent) et s'établit à 21,5 millions d'euros. En glissement annuel, la croissance de l'encours des crédits à la consommation accélère légèrement (+5,1 % contre +4,1 % au trimestre précédent).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent sur trois mois. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires baisse (-3) pour s'élever à 22 personnes en moyenne au 2^e trimestre.

Incertitudes autour de l'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises est incertain : les importations sont en baisse mais les crédits accélèrent.

Les importations de biens d'investissement poursuivent leur diminution (-4,9 % en glissement trimestriel après -4,7 % au 1^{er} trimestre 2020 et -18,4 % au 4^e trimestre 2019). Cette baisse est attribuable aux importations de biens d'équipement (-37,0 % après +22,9 % au trimestre précédent). À l'inverse, les importations de biens intermédiaires augmentent (+6,4 %, CVS après -1,9 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020).



Au 2^e trimestre 2020, les ventes de véhicules utilitaires³ continuent de baisser sur trois mois (-18,2 % après -26,7 % au 1^{er} trimestre 2020). En glissement annuel, les ventes de véhicules utilitaires restent stables (+0,0 %).

Au 2^e trimestre 2020, l'encours des crédits d'investissement continue d'accélérer à un rythme nettement plus soutenu (+8,0 % sur trois mois après +2,0 % au trimestre précédent) pour atteindre 42,9 millions d'euros. Ce dynamisme se confirme en glissement annuel (+18,2 % après +7,3 % au trimestre précédent).

1 Les données détaillées des DEFM sont disponibles depuis décembre 2014.

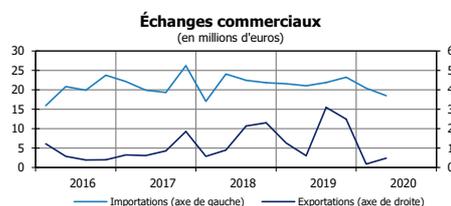
2 Les données d'importation sont désaisonnalisées pour la 1^{ère} fois.

3 Compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés, les variations des ventes de véhicules doivent être interprétées avec précaution.

Le rebond des exportations diminue le déficit de la balance commerciale

Au 2^e trimestre 2020, les importations totales de l'archipel poursuivent leur diminution (-9,6 % en glissement trimestriel après -12,1 % au trimestre précédent) pour atteindre 18,5 millions d'euros. Cette diminution est principalement attribuable aux importations de combustibles (-74,9 % après +39,1 % au 1^{er} trimestre 2020) et dans une moindre mesure aux importations à destination des entreprises (-4,9 % après -4,7 % au trimestre précédent). À l'inverse, les importations à destination des ménages augmentent (+1,7 %, CVS). Hors combustibles, les importations diminuent (-5,3 %, CVS après +5,9 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020).

Après deux trimestres de baisse, les exportations totales rebondissent au 2^e trimestre 2020 (+167,4 % en glissement trimestriel après -92,8 % au 1^{er} trimestre 2020 et -19,6 % au 4^e trimestre 2019) pour s'établir à 0,5 million d'euros. Ce rebond est en grande partie dû aux exportations de produits de la mer qui représentent 92,3 % des exportations totales (+205,6 % après -92,8 % au trimestre précédent). Après une baisse au 1^{er} trimestre de l'année, les exportations de biens intermédiaires augmentent (+74,4 % après -78,4 % au 1^{er} trimestre 2020) ainsi que les exportations de combustibles (+10,5 % après -96,2 % au 1^{er} trimestre 2020). À l'inverse, les exportations de biens d'équipement poursuivent leur diminution (-25,4 % après -95,8 % au 1^{er} trimestre 2020).

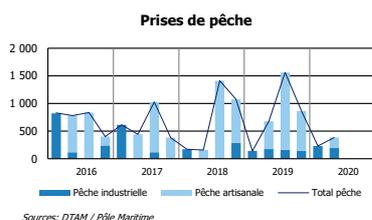


Source : Douanes

Pour le 2^e trimestre consécutif, la balance commerciale, structurellement déficitaire, connaît une amélioration de son déficit (-11,2 % en glissement trimestriel après -2,4 % au 1^{er} trimestre 2020) et atteint 18,0 millions d'euros. Le taux de couverture augmente pour s'établir à 2,6 % au 2^e trimestre (contre 0,9 % au 1^{er} trimestre).

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

L'activité du secteur halieutique est en baisse



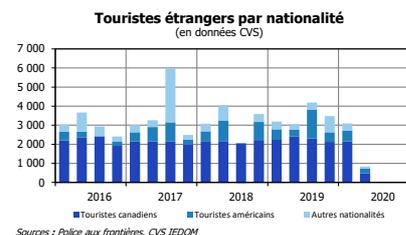
Sources : DTAM / Pôle Maritime

L'activité du secteur halieutique se contracte au 2^e trimestre 2020 : le montant total des prises de pêche est en baisse après un trimestre de hausse (-43,3 % sur un an contre +62,8 % au 1^{er} trimestre 2020) pour s'établir à 384 tonnes.

Les prises de pêche artisanale sont en baisse à 189 tonnes (-62,5 % sur un an). Ce trimestre, le crabe des neiges représente la quasi-totalité des prises (97,7 % du total) à 184 tonnes en nette hausse sur un an (+67,7 %), tandis que les prises de homard sont en baisse (-61,0 %) à 4 tonnes.

Les prises de pêche industrielle augmentent à un rythme plus faible après un trimestre dynamique (+12,0 % sur un an après +62,8 % au 1^{er} trimestre 2020) à 195 tonnes. Cette hausse est due en majeure partie aux prises de raie (+192,6 %) qui représentent les deux tiers des prises totales à 130 tonnes et dans une moindre mesure aux prises d'églefin (16 tonnes) et de merluche blanche (11 tonnes) qui ont été multipliées respectivement par plus de 14 et plus de 27 sur un an.

Le début de la saison touristique pâtit fortement de la crise sanitaire



Sources : Police aux frontières, CVS IEDOM

Les restrictions de vols continuent d'affecter le secteur touristique au 2^e trimestre. Alors que les liaisons maritimes sont toujours à l'arrêt, les contraintes pesant sur les liaisons aériennes se sont assouplies à la fin du trimestre. Ainsi, la fréquence des liaisons aériennes a augmenté à partir du 14 juin à 1 vol toutes les semaines vers Montréal et les motifs impérieux de déplacement ont été supprimés à partir du 22 juin. Les baisses des indicateurs touristiques atteignent des niveaux inédits⁴.

Au 2^e trimestre 2020, après l'amorce annoncée au 1^{er} trimestre, le trafic total de passagers arrivant sur l'archipel chute (-94,3 %, CVS sur trois mois après -12,4 %, CVS au trimestre précédent). Cette forte contraction attribuable à la baisse du trafic aérien (-91,3 %, CVS) et maritime (-81,9 %, CVS) est due aux restrictions de voyages en vigueur jusqu'à fin juin. Cette tendance se confirme en glissement annuel : le trafic total diminue fortement (-94,1 %, CVS sur un an).

Après déjà 2 trimestres de baisse, le nombre de touristes étrangers s'effondre au 2^e trimestre 2020 (-71,8 %, CVS sur trois mois après -10,0 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020 et -28,6 %, CVS au 4^e trimestre 2019). Toutes les nationalités sont concernées, plus particulièrement les touristes canadiens (-78,1 %, CVS). En glissement annuel, le nombre de touristes étrangers chute dans les mêmes proportions (-71,8 %, CVS après -2,3 %, CVS au 1^{er} trimestre 2020 et -4,7 %, CVS au 4^e trimestre 2019). La fréquentation des touristes canadiens est la plus impactée (-80,5 %, CVS sur un an).

4 Les données sont disponibles depuis 1999.

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE CANADIENNE SE CONTRACTE FORTEMENT

L'activité économique canadienne s'est fortement contractée au 2^e trimestre 2020 après une 1^{ère} baisse au trimestre précédent (-11,5 % après -2,1 % au 1^{er} trimestre). Cette baisse, la plus importante depuis 1961*, est due à la pandémie de Covid-19 qui a entraîné une réduction des dépenses des ménages (-13,1 %), de l'investissement des entreprises (-16,2 %), des exportations (-18,4 %) et des importations (-22,6 %) en raison de la fermeture des entreprises non essentielles et des frontières, et des restrictions de voyage. Malgré une baisse de la rémunération des employés (-8,9 %), le taux d'épargne des ménages a fortement augmenté atteignant 28,2 % en raison d'importants transferts gouvernementaux afin d'atténuer les conséquences de la crise sanitaire, combinés à la baisse des dépenses des ménages.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,7 % sur un an en juin 2020 (contre +0,9 % en mars 2020). En excluant l'essence, l'IPC a augmenté de 1,2 %. Les prix du logement et des aliments sont les principaux contributeurs à la hausse de l'IPC au 2^e trimestre 2020. Les prix de la viande, notamment du bœuf, ont eu une importante hausse (+8,1 %) en raison de la fermeture de plusieurs usines de transformation à cause de la pandémie de Covid-19 et d'une moindre capacité d'autres usines en avril et mai. Les prix de l'essence ont diminué à un rythme plus lent que les mois précédents (-15,7 % sur un an contre -21,2 % en mars 2020) en raison de la réouverture progressive des entreprises et l'augmentation des déplacements locaux entraînant une hausse de la demande. De plus, suite à la reprise des activités économiques mondiales, les prix du pétrole brut ont augmenté, contribuant au ralentissement de la baisse des prix de l'essence. Enfin, comme au trimestre précédent, le ralentissement de l'IPC a été le plus marqué dans les provinces atlantiques où le mazout, encore à des prix faibles, est fréquemment utilisé pour le chauffage des logements.

Le taux de chômage canadien a baissé de 1,4 point en juin 2020 à 12,3 %, la diminution mensuelle la plus forte jamais enregistrée. Cependant il reste à un niveau beaucoup plus élevé que celui de février (5,6 %). Le taux de chômage chez les jeunes poursuivant leurs études est en forte hausse de 20,4 points par rapport à juin 2019 à 33,1 %. L'emploi est en hausse en juin 2020 (+5,8 %) mais est inférieur, en termes de nombre d'emploi, au niveau de février (-9,2 %). Au Nouveau-Brunswick, la première province à avoir assoupli les restrictions liées à la pandémie de Covid-19, l'emploi a atteint 97,1 % de son niveau enregistré en février 2020 ; c'est la reprise d'emploi la plus complète de toutes les provinces canadiennes. La hausse d'emploi est plus élevée chez les femmes (+6,1 %) que chez les hommes (+5,5 %), cependant le taux d'emploi par rapport à février 2020 est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (respectivement 92,3 % du niveau de février contre 89,2 %). L'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans est en hausse de 15,4 % mais reste inférieur de 22,7 % au niveau enregistré en février. Enfin, le taux de reprise de l'emploi est nettement plus bas chez les travailleurs faiblement rémunérés que celui des autres employés (78,8 % contre 96,7 %).

*Début de la collecte des données trimestrielles par Statistique Canada.

Source : Statistique Canada.

L'ÉCONOMIE MONDIALE S'ENFONCE DANS UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juin 2020, le PIB mondial devrait se replier de 4,9 % en 2020. Ces perspectives ont été nettement revues à la baisse depuis avril puisque le FMI anticipait alors une contraction de 3 % sur l'année. Il convient toutefois de rappeler que ces prévisions présentent un degré d'incertitude élevé puisque le scénario retenu se base sur plusieurs hypothèses relatives à l'évolution de la pandémie dans le monde et à ses répercussions sur l'économie. En 2021, la croissance mondiale s'élèverait à 5,4 %, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. Le PIB mondial de 2021 ne dépasserait alors qu'à peine son niveau de 2019.

Aux États-Unis, le PIB a diminué de 9,5 % au deuxième trimestre 2020, en glissement trimestriel, après un recul de 1,3 % au premier trimestre. Cette chute s'explique principalement par la baisse marquée de la consommation des ménages (-10,1%) et de l'investissement privé (-15,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une contraction du PIB de 8,0 % nettement supérieure à la première estimation d'avril (-5,9 %).

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 12,1 % au cours du deuxième trimestre. Il s'agit de loin du repli le plus important depuis le début des séries temporelles en 1995. À fin juin, le taux d'inflation s'est établi à 0,3 % tandis que le taux de chômage a retrouvé une tendance haussière au deuxième trimestre pour s'élever à 7,8 %. Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 10,2 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une contraction de 13,8 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 11,0 % tandis que l'investissement a chuté de manière encore plus prononcée (-17,8 %). Les exportations ont également nettement reculé sur le trimestre (-25,5 %) et à un rythme plus soutenu que les importations (-17,3 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 12,5 % sur l'ensemble de l'année.

Au Japon, alors que l'économie n'avait été que modérément touchée par la crise sanitaire au premier trimestre (-0,9 %), le PIB s'est contracté de 7,8 % sur les trois mois suivants. Cette tendance s'explique principalement par le regain épidémique entre avril et juin qui a entraîné un net recul de la consommation des ménages (-8,2 %) et des exportations (-18,5 %), notamment dans le secteur automobile. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,8 % dans ses dernières estimations.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 3,0 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays puisque si la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,0 % sur l'année, le Brésil et le Mexique verraient le leur se replier de respectivement 9,1 % et 10,5 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 août 2020.